

Monde d'IDÉES



AUTOMNE 2014
RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES
À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA



Comment mesure-t-on la plutonomie?

Par Paul Makdissi (Université d'Ottawa) et Myra Yazbeck (University of Queensland)

Au début des années 80, plusieurs politiciens commencent à marteler que l'État providence est un frein à la prospérité de tous et qu'il faudrait éliminer autant que possible les réglementations, diminuer la progressivité de la taxation et limiter le rôle de l'État. Dès le départ, le tout est enrobé dans un discours sur l'excellence des élites. Mettre en place des politiques qui favorisent les élites économiques serait, selon ce qu'ils affirment, bénéfique à tous. Il ne faut surtout pas s'inquiéter des personnes sans emplois ou des salariés à bas revenus puisque dans un avenir relativement proche, tous bénéficieraient de cette nouvelle prospérité collective.

Nous voici quelques décennies plus tard et le constat est clair. Ces politiques ont transformé

nos économies nationales en plutonomies, des économies où une partie de plus en plus importante des revenus et de la richesse est entre les mains d'une petite minorité. Le ruissellement de la prospérité n'a pas eu lieu. Au Canada, le revenu médian de marché était de 47 700 \$ en 2011. Si nous ajustons pour tenir compte de l'inflation, ce même revenu médian de marché était de 51 000 \$ en 1981 (mesuré en dollars de 2011). Il y a donc eu une chute de près de 6.5 % de la valeur réelle du revenu médian au cours de ces 30 années. Durant la même période, le produit intérieur brut par habitant a augmenté de 52.7 % au Canada. Le travailleur moyen ne semble donc pas avoir profité de cette croissance économique. ►



Portland, États-Unis, 6 octobre 2011

« Ces politiques ont transformé nos économies nationales en plutonomies, des économies où une partie de plus en plus importante des revenus et de la richesse est entre les mains d'une petite minorité. Le ruissellement de la prospérité n'a pas eu lieu. »

La crise économique de 2007-2009 est venue exacerber le problème et a créé une série de révoltes sur la scène internationale. Le tout a culminé par le mouvement « Occupy Wall Street » qui est vite devenu un mouvement international de protestation contre les inégalités sociales et économiques. Ce mouvement de protestation utilise le slogan « Nous sommes le 99 % » en référence à l'augmentation de la plutonomie, c'est-à-dire de la part des revenus et de la richesse détenue par le 1 % supérieur de la distribution des revenus et de la richesse¹.

La contribution de notre article s'inscrit dans le cadre de ces événements. Il existe une littérature empirique étudiant la concentration dans le haut de la distribution des revenus et de la richesse. Dans un article précurseur, Piketty utilise des données fiscales françaises afin d'étudier le haut de la distribution des revenus en France². Suite à cet article, le même genre d'études a été produit pour d'autres pays. En général, ces études montrent que dans les pays anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie), l'augmentation de la concentration des revenus dans le haut de la distribution est plus marquée. En 2013, Piketty publie son livre *Le capital au 21^e siècle* en français dans lequel il étudie la concentration du capital dans le haut de la distribution, ainsi que la dynamique de cette concentration dans le temps. Lorsque le livre est traduit en anglais en 2014, il devient rapidement un best-seller et est acclamé par plusieurs prix Nobel d'économie (Paul Krugman, Joseph Stiglitz, Robert Solow). Bien que la littérature économique sur le haut de la distribution des revenus ait été fleurissante au cours de la dernière décennie, aucun travail théorique n'a fourni un cadre formel au développement d'indices de plutonomie. L'objectif de notre article était de fournir une première tentative de formalisation des mesures de plutonomie.

Plutôt que de proposer un indice de plutonomie unique, notre étude décrit les propriétés désirables que tout indice de plutonomie devrait respecter. Dans ce cadre, il est possible de construire plusieurs indices de plutonomie acceptable. La part des revenus totaux détenue par le top 1 % utilisé par Piketty est un indice parmi d'autres. Comme il y a plusieurs bons indices potentiels, il peut y avoir divergence de résultat entre deux analystes qui utiliseraient des indices de plutonomie différents. Plus encore, il convient de noter qu'avant de calculer un indice de plutonomie, l'analyste doit aussi choisir un seuil qui définit le haut de la distribution du revenu (dans la littérature actuelle, les seuils les plus souvent utilisés sont 1 %, 0,1 %, 0,01 %). Donc, il peut aussi y avoir divergence de résultat entre deux analystes parce que ceux-ci ne considèrent pas le même seuil. Pour ces raisons, il est intéressant d'identifier les situations pour lesquelles il y aurait unanimité dans les comparaisons de plutonomie. Afin de pouvoir identifier ces cas d'unanimité, nous effectuons une étude mathématique des propriétés des indices de plutonomie et proposons une méthode permettant d'identifier de façon robuste des situations dans lesquelles il est possible d'affirmer que la plutonomie a augmenté et que ce résultat est valide pour tous les indices de plutonomie qui pourraient être construits et pour tout seuil qui serait compris entre 0 % et un certain seuil maximal, par exemple 5 % ou 10 %. Il est normalement intéressant de choisir ce seuil maximal au-delà des proportions de la population sur lesquelles les différents analystes désirent mesurer la plutonomie. Ceci permet de créer une unanimité parmi les analystes que le seuil doit certainement être en-dessous de ce maximum.

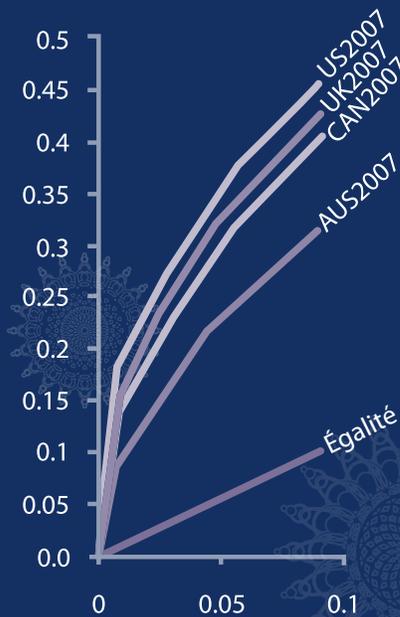
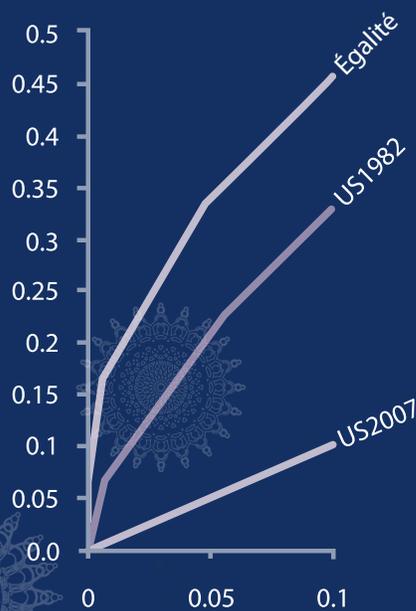
Bien que le développement de la méthode nécessite des notions de calcul différentiel et intégral et d'analyse mathématique, l'application de la méthode est en réalité toute simple. Le test consiste à comparer deux

Monde d'idées - Comment mesure-t-on la plutonomie?

courbes, appelées courbes de Lorenz initiales. En 1905, l'économiste américain Max O. Lorenz avait proposé de mesurer la concentration de la richesse en traçant une courbe représentant la part de la richesse totale qui est détenue par les premiers x % de la population lorsque les personnes sont ordonnées du plus riche au plus pauvre³. Si une population est totalement égalitaire, cette courbe est une ligne droite⁴. L'inégalité d'une distribution est alors représentée par le fait que la courbe est en tout point au-dessus de cette ligne droite. Dans notre article, nous poussons l'analyse un peu plus et nous démontrons le théorème suivant : **Si une distribution de revenus ou de richesse a une courbe de Lorenz initiale qui est pour les premiers rangs centiles au-dessus de la courbe d'une autre distribution de revenus ou de richesse jusqu'à un certain seuil maximal, alors la plutonomie est plus élevée dans la première distribution pour tout indice de plutonomie qui pourrait être construit et pour tout seuil compris entre 0 et ce seuil maximal.**

Nous illustrons notre méthode à l'aide de donnée du World Top Incomes Database qui a été développé par Facundo Alvaredo, Tony Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez. Nous étudions quatre pays anglo-saxons : les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie. Nous effectuons les tests avec un seuil maximal de 10 %. Ceci signifie que nos résultats seraient valides pour tout seuil compris entre 0 et 10 % de la distribution. La partie de gauche du graphique ci-dessous présente les courbes de Lorenz initiales pour les États-Unis en 2007 et en 1982. Comme les deux courbes ne se croisent pas sur le graphique, notre théorème permet de conclure que la plutonomie a augmenté aux États-Unis durant la période de 25 ans allant de 1982 à 2007. Si on observe attentivement le graphique, on réalise que la distance entre les deux courbes augmente très rapidement et qu'elle semble rester plus ou moins la même par la suite. Ceci est cohérent avec la thèse de Piketty voulant que tout le changement dans la distribution des revenus s'est produit dans le haut de

Graphique : Courbes de Lorenz initiales.



la distribution. Dans notre article, nous effectuons le même test pour le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie et nous avons des résultats similaires indiquant que la plutonomie a augmenté dans chacun de ces pays durant cette période.

Nous avons aussi comparé les quatre pays entre eux. La partie de droite du graphique montre les courbes de Lorenz initiales pour chacun de ces pays en 2007. Il y a un classement clair en termes de plutonomie. En 2007, les pays peuvent être classés de la façon suivante, allant du pays avec le plus haut niveau de plutonomie vers celui qui en a le moins : États-Unis, Royaume-Uni, Canada

et Australie. Il faut se souvenir que ce classement sera toujours le même, quel que soit l'indice de plutonomie (existant ou à construire) qu'un analyste utiliserait. Cette situation contraste avec celle de 1982. À ce moment, les courbes de Lorenz initiale du Canada et des États-Unis se croisent. Ceci signifie que le classement entre le Canada et les États-Unis n'était pas robuste, c'est-à-dire que deux analystes utilisant des indices ou des seuils différents pourraient ne pas arriver au même classement à cette époque. En 1982, il y a aussi moins de plutonomie au Royaume-Uni qu'aux États-Unis et au Canada et encore moins de plutonomie en Australie qu'au Royaume-Uni. ►



Toronto, Canada, 6 novembre 2011

« En 2007, les pays peuvent être classés de la façon suivante, allant du pays avec le plus haut niveau de plutonomie vers celui qui en a le moins : États-Unis, Royaume-Uni, Canada et Australie. »

Nous avons aussi effectué une dernière comparaison. Nous avons comparé l'Australie, le pays anglo-saxon avec le moins de plutonomie en 2007 avec les États-Unis en 1982. La conclusion est troublante. Il y avait moins de plutonomie aux États-Unis en 1982 qu'en Australie en 2007 et ce résultat est valide pour tous les indices de plutonomie et tous les seuils allant de 0 % à 5 %.

Dans des travaux futurs, nos recherches devraient s'intéresser à deux thèmes. Le premier abordera la ségrégation dans le haut de la distribution des revenus

et de la richesse. Ce sous-programme de recherche tentera de déterminer si les femmes ou les minorités ethniques sont bien représentées dans le haut de la distribution des revenus au Canada? Le second thème portera sur les réformes de la fiscalité. Dans le cadre de ce sous-programme de recherche nous analyserons l'impact que des changements de la fiscalité ont eu et pourraient avoir dans le futur sur le niveau de plutonomie au Canada. ■

¹ Le terme plutonomie a été introduit en 2005 par des analystes de la City Group afin de décrire des économies dans lesquelles une part de plus en plus importante de la richesse est détenue par une petite minorité de moins en moins nombreuse. Voir Kapur A, Macleod N, Singh N (2005) Plutonomy: buying luxury, explaining global imbalances, Citigroup Industry Note.

² Piketty T (2003) Income Inequality in France, 1901–1998. *Journal of Political Economy*, 111, 1004–1042.

³ Lorenz, M.O. (1905) Methods of Measuring the Concentration of Wealth, *Publications of the American Statistical Association*, 9(70), 209-219.

⁴ Le graphique qui est appelé courbe de Lorenz en économie est l'inverse du graphique proposé par Lorenz. Normalement, on trace la courbe en classant les individus du plus pauvre au plus riche. Pour l'analyse d'inégalité usuelle, ceci s'est avéré plus utile. Par contre, dans notre contexte, puisque nous nous concentrons sur le haut de la distribution, la version initiale de la courbe de Lorenz est plus pratique. Afin de distinguer les deux cas de la courbe de Lorenz, nous utilisons le terme « courbe de Lorenz initiale » dans notre document.

⁴ Les personnes intéressées peuvent consulter cette base de données à l'adresse <http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes/>.



Paul Makdissi est professeur titulaire de science économique à l'Université d'Ottawa depuis 2007. Auparavant, il a occupé des postes à l'Université de Sherbrooke et à la Vrije Universiteit Amsterdam. Ses champs principaux de recherche sont la distribution du revenu et la politique fiscale. Il a publié plus de 40 articles dans des revues arbitrées telles que *l'International Economic Review*, *Social Choice and Welfare*, le *Journal of Development Economics* et le *Journal of Public Economic Theory*. Vous pouvez rejoindre Paul Makdissi à l'adresse courriel : Paul.Makdissi@uOttawa.ca.